

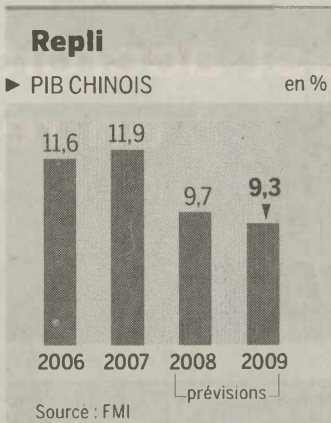
La Chine adopte un plan de relance de 455 milliards d'euros

La croissance est passée, en un an, de 11,9 % à 9 %. Pékin veut rester au-dessus des 7 %, niveau jugé indispensable pour la stabilité politique du pays

Ce que les objurgations du reste du monde n'avaient pu obtenir de la Chine depuis deux ans, le sévère ralentissement que connaît l'économie de ce pays l'a rendu obligatoire : le premier ministre, Wen Jiabao, a annoncé, dimanche 9 novembre, qu'il allait dépenser 4 000 milliards de yuans (455 milliards d'euros), en deux ans, pour soutenir une croissance flageolante.

« La Chine a décidé d'adopter une politique budgétaire active et de relâcher modérément sa politique monétaire, afin d'encourager une croissance économique soutenue, en renforçant la demande intérieure », a commenté le cabinet du premier ministre.

Trois diminutions en trois semaines des principaux taux d'intérêt par la banque centrale chinoise n'ont, à l'évidence, pas permis de compenser le freinage de l'économie locale imputable au recul de ses exportations vers les économies développées entrées en récession. Selon le Fonds monétaire international (FMI), la croissance



de l'économie chinoise atteignait 11,9 % en 2007 ; elle devrait revenir à 9,7 % en 2008 et à 9,3 % en 2009. Elle est d'ores et déjà tombée à 9 % au troisième trimestre 2008.

Manifestations populaires

Ce taux de croissance, qui ravirait bien des gouvernants, inquiète Pékin qui voit se multiplier les manifestations populaires contre l'inflation et les fermetures d'entreprises dans le sud de la Chine. On prête au gouvernement l'intention de maintenir coûte que coûte la croissance au-dessus de 7 %, niveau jugé indispensable pour la stabilité politique du pays.

Les détails du plan de relance de deux ans voulu par Pékin ne sont pas connus, mais les dépenses sup-

plémentaires devraient concerner les infrastructures ferrées, routières, portuaires et aéroportuaires. La modernisation du réseau électrique, le logement, la protection de l'environnement feront partie des secteurs privilégiés, notamment dans les zones rurales délaissées par le pouvoir central.

C'est exactement ce que le FMI et les Etats-Unis demandaient à la Chine afin de ralentir la formidable croissance des exportations et des réserves chinoises. Celles-ci dépassent les 1 800 milliards de dollars (1 400 milliards d'euros).

Les conseils adressés à Pékin prônaient une relance de la consommation intérieure, mais aussi la création d'une protection sociale dont l'absence pousse les Chinois à une épargne excessive.

Après le Japon, qui a annoncé, le 30 octobre, un plan de relance de 26 900 milliards de yens (207 milliards d'euros), la Chine est le deuxième grand pays à appliquer la suggestion de Dominique Strauss-Kahn, directeur général du FMI, qui conseille depuis plusieurs mois aux pays disposant de réserves suffisantes de soutenir – provisoirement – leur économie.

M. Strauss-Kahn s'est déclaré « heureux » du plan chinois qui a été salué, lundi 10 novembre, par une hausse générale des marchés financiers. ■

ALAIN FAUJAS (AVEC AFP)